Avocat spécialisé en droit immobilier

Description

Lors de la **vente** ou l'**achat d'un bien immobilier**, des **litiges** et des **contentieux** peuvent survenir. Le cas échéant, il est recommandé de recourir aux services d'un **avocat en immobilier**. Cet avocat peut être sollicité pour des **conseils** ou comme **avocat de la défense** en cas de recours en justice. Il peut-être **commis d'office** ou choisit par le défendeur. Les **honoraires** de cet avocat sont **fixés** avec le client et sont **fonction de la difficulté** du dossier. Ils sont déterminés dans une **convention d'honoraires d'avocat** signée par les deux parties. Tout ce qu'il faut savoir.

[Contactez gratuitement un avocat](#)

Qu'est-ce qu'un avocat en immobilier ?

Comme son nom l'indique, l'**avocat en immobilier** est un spécialiste du droit immobilier. Cet homme de loi doit avoir une **parfaite maîtrise du Code de la construction et de l'habitat**. Il est possible de trouver cet **avocat en ligne** ou auprès des **institutions de justice**. Comme les **avocats en droit des étrangers**, les **avocats en droit de la famille** ou les **avocats en droit du travail**, ce professionnel est établi dans différentes régions françaises.

Qu'est-ce que le droit immobilier ?

L'**avocat de justice** spécialisé dans l'**immobilier** doit maîtriser les éléments du **droit immobilier privé et public**, mais également le **Code civil et le Code de l'urbanisme**. D'ailleurs, le droit immobilier est une branche du droit français qui traite le secteur relatif aux biens immobiliers en particulier.

Le droit immobilier dans lequel évolue l'**avocat immobilier englobe** les réglementations relatives :

- Aux **immeubles** et à la **copropriété** ;
- À la **location** immobilière ;
- Aux différentes **transactions immobilières** notamment la vente et l'achat ;
- Au **régime** relatif aux biens immobiliers ;

- Aux **troubles du voisinage** ;
- Aux **règles de l'urbanisme** et autres.

Qu'est-ce qu'un avocat en immobilier ?

L'**avocat spécialiste en immobilier** est un professionnel qui règle des affaires rattachées à un bien immobilier. Son intervention s'avère indispensable lorsque les **droits de son client sont menacés** ou qu'il fait face à une **situation complexe**.

L'on recourt souvent à un **avocat en immobilier** en cas de **litige** concernant un bien immobilier, notamment dans le cadre de la **division d'un héritage**. Le champ d'intervention de cet homme de loi n'est **pas limité à la résolution de conflits**, mais peut s'étendre à divers domaines liés au droit immobilier.

L'**avocat immobilier** peut, dans certains cas, jouer le rôle de **médiateur** afin que les parties en conflit résolvent l'affaire à l'amiable et évitent le recours en justice.

Dans quels cas faire appel à un avocat en immobilier ?

Il est possible, et même recommandé, de recourir à un **avocat immobilier** dans plusieurs situations relatives à l'utilisation d'un bien immobilier.

Les domaines de prédilection d'un avocat en droit immobilier

L'**avocat en immobilier** situé dans le 93 ou ailleurs est compétent dans le traitement des dossiers rattachés à différents secteurs du droit immobilier. Il **peut s'agir de** :

- L'**achat** et la **vente** d'un bien immobilier ;
- La **location** d'un logement, d'un local ou d'un bureau ;
- La **construction** d'un bien immobilier ;
- La délivrance d'un **permis de construire** ;
- Des **règles d'urbanisme** ;
- Du **contrat de bail** civil, commercial ou mixte ;
- La **fiscalité** des opérations immobilières ;
- Des **transactions** immobilières ;
- L'**administration** d'une société civile immobilière (**SCI**) ;

- La **promotion** et l'**assurance** immobilière ;
- La **cession** d'un bien immobilier ;
-

Quelles sont les compétences d'un avocat en droit immobilier ?

Les compétences d'un **avocat en droit immobilier** peuvent être sollicitées aussi bien par les particuliers que les professionnels.

Particuliers : les aptitudes d'un avocat immobilier dans la vie courante d'un particulier

En général, un **avocat en immobilier** est sollicité pour **conseiller un particulier** en ce qui concerne un bien immobilier particulier. Les compétences de ce professionnel juridique s'étendent à l'achat, la vente ou la location d'un bien immobilier en rédigeant **l'acte de disposition**.

Cet **homme de loi** spécialisé dans le domaine de **l'immobilier** accompagne également son client lors de la **création d'un patrimoine immobilier** comme une SCI. Il le renseigne sur les réglementations en vigueur pour la construction d'un immeuble, d'une maison ou de tout autre bien immobilier. En cas de mésentente entre les membres d'un syndicat de copropriétaires, **l'avocat immobilier** peut également concourir à la recherche de solutions adaptées.

Particuliers : les aptitudes d'un avocat immobilier lors d'un conflit

L'avocat en immobilier est apte à **défendre les intérêts** de son client en cas de **conflit** résultant d'une action immobilière. L'expulsion, le recouvrement de loyers impayés, le renouvellement du bail, la révision des conditions du bail figurent parmi les domaines de compétence de cet homme de loi.

L'avocat en droit immobilier peut être mandaté pour effectuer la démarche en cas de vices cachés, de problèmes de livraison ou d'annulation d'une promesse de vente entre l'acheteur et le vendeur d'un bien immobilier. Il peut également agir en cas de **conflit entre les copropriétaires**.

Professionnels : les aptitudes d'un avocat lors d'un conflit

En cas de conflit entre professionnels lors de la construction d'un bien immobilier, **l'avocat en droit immobilier** peut intervenir. En effet, il peut délivrer des **conseils**

concernant la responsabilité de chaque partie et les sanctions ou les règles applicables selon la nature du litige.

Ainsi, l'**avocat immobilier** peut mettre en œuvre une procédure relative aux garanties du promoteur immobilier, à une **mauvaise exécution** du contrat de la part de l'entreprise de construction ou des **irrégularités de conception** de l'architecte. Les professionnels peuvent faire appel à un avocat immobilier en cas de refus de permis de construire ou de soucis relatifs aux marchés publics.

Quels sont les honoraires moyens d'un avocat en immobilier ?

Il n'existe ni réglementation ni barème fixant le montant des [honoraires d'un avocat](#) en droit immobilier.

Le coût moyen de l'intervention d'un avocat en immobilier ?

En règle générale, le coût de l'intervention, soit les honoraires d'un **avocat en immobilier**, dépend de l'avocat lui-même, de sa notoriété, du cabinet dans lequel il évolue et d'autres facteurs. De plus, la **complexité** et la **nature** de l'affaire sont des **éléments importants** influant sur la rémunération d'un avocat en immobilier.

Afin de définir ses honoraires, un avocat en droit immobilier peut **se baser sur** :

- La **situation financière** de son client ;
- La **réputation** de son cabinet ;
- La **difficulté** de l'affaire ;
- Le **temps consacré** pour le traitement du dossier ;
- Les **frais externes** en cas de recours à un confrère ;
- Les **frais de fonctionnement** pour ses déplacements ou le coût des photocopies.

Le coût de la prestation d'un **avocat en droit immobilier** est soumis à une **TVA de 20 %**. Il est possible pour le client de connaître le montant à payer lors de la première consultation grâce à un **devis** établi par le professionnel.

Le coût d'une première consultation est estimé à environ **220 € de l'heure**. La somme totale à payer dépend ensuite de la formule d'honoraires choisie par le client.

Les modalités de paiement des honoraires d'un avocat en immobilier

Les honoraires et les modalités tarifaires appliqués sur l'affaire sont librement fixés par **l'avocat en immobilier**. Le client peut choisir entre différentes formules, dont :

- **Les honoraires forfaitaires**: cette formule consiste à **fixer dès le départ** le coût total de traitement du dossier. En cas de dépassement du montant, il est indispensable de demander l'accord du client. Les honoraires forfaitaires est généralement appliqué pour la rédaction de contrats immobiliers ou d'actes dont la procédure est préalablement définie comme la création d'une SCI ;
- **Les honoraires au temps passé**: cette formule est principalement basée sur le **tarif horaire de l'avocat en immobilier**. Les tarifs sont calculés en fonction du temps passé par l'avocat sur le dossier et sa difficulté.
- **L'abonnement**: cette formule est recommandée si le client doit **régulièrement faire appel aux services** d'un **avocat en immobilier**. Il peut s'agir d'un abonnement mensuel ou annuel ;
- **Les honoraires au résultat**: comme son nom l'indique, cette formule est appliquée en fonction des objectifs à atteindre et du résultat du procès. En France, elle doit **compléter une formule** au temps passé ou forfaitaire.

Il est possible de contester les frais réclamés par **l'avocat** si la facturation n'est pas claire ou si le montant indiqué ne convient pas au client. En premier lieu, il est conseillé d'en discuter avec **l'avocat en droit immobilier**. Si la discussion n'aboutit à aucune solution, le client peut adresser un courrier avec accusé de réception au bâtonnier chargé de la fixation des honoraires.

Un justificatif sur le temps passé sur le dossier et les détails de la facturation sont ensuite réclamés à **l'avocat en immobilier**. Le client et le professionnel sont conviés à une audience pour trouver une solution à l'amiable.

La convention d'honoraires d'un avocat

Rédigée, établie et signée dès la première consultation, la **convention d'honoraires** est un contrat indiquant les détails d'honoraires pour le traitement d'un dossier. Elle inclut les **conditions de rémunération** de **l'avocat en droit immobilier**.

La convention d'honoraires mentionne toutes les **modalités de calcul des frais** appliqués par l'**avocat spécialisé en droit immobilier**. Il s'agit d'un document **obligatoire** depuis l'application de la loi Macron du 06 août 2015. Elle concerne les prestations de **conseil**, d'**assistance**, de **rédaction d'actes** juridiques ou de plaidoiries.

La convention d'honoraires doit **contenir plusieurs informations** indispensables telles que :

- La **mission** de l'avocat en droit immobilier ;
- La formule de **rémunération** de l'avocat en immobilier ;
- La mention d'intégration d'**honoraires de résultat** ;
- Les **détails en chiffre des honoraires** de l'avocat en immobilier ;
- Les **frais de fonctionnement**.

Où trouver un avocat en immobilier ?

Pour trouver rapidement et facilement un **avocat en immobilier** à Paris ou ailleurs, il est conseillé de se rendre sur Internet. Nombre de **plateformes juridiques en ligne** répertorient des **avocats spécialisés** dans presque tous les domaines du droit, notamment celui de l'immobilier. La recherche peut être effectuée en fonction du **lieu de résidence** du client pour **faciliter les échanges et réduire les frais de déplacement**.

Il est également possible de consulter un **avocat à titre gratuit** auprès de la section **permanence juridique d'une Maison de la justice et du droit**, dans certaines **mairies**, dans les **palais de justice** ou dans les **locaux syndicaux**. Les consultations gratuites sont principalement axées sur l'attribution de conseils juridiques pour des projets immobiliers. Elles peuvent également être **accessibles via un appel téléphonique**, une **discussion en ligne** ou par **voie de presse**.

En savoir plus sur les différents avocats spécialisés :

- [Avocat spécialisé en droit de la fonction publique](#)
- [Avocat spécialisé en droit des étrangers](#)
- [L'avocat spécialisé en droit du travail qui vous correspond](#)
- [Avocat spécialisé en droit des affaires](#)
- [Avocat spécialisé en divorce](#)

- [Avocat spécialisé : comment choisir](#)